



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 334 - 6 mai 2017

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Blog : <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

Facebook : www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015

SOMMAIRE

- 1 - Non, l'Arabie saoudite ne peut défendre les droits des femmes à l'ONU ! - Texte collectif
- 2 - Arrivée de l'Arabie saoudite dans la Commission de la condition de la femme à l'ONU : la France a dit non - marianne.net - Page 3
- 3 - Féministes uni.e.s contre le FN - Tribune libre collective - Page 4
- 4 - Pétition : " Dès le 7 Mai, toutes nos armes contre l'extrême droite et en ordre de bataille contre Macron ! " - Page 5
- 5 - #LesFemmesContreLaHaine - Les Glorieuses - Page 6
- 6 - L'extrême droite au pouvoir ? - Femmes Solidaires - Page 6
- 7 - Le 7 mai, pas de "oui mais", Les effronté-e-s prennent leurs responsabilités - Paris 7
- 8 - Le 7 mai, nous ne laisserons pas le Front National accéder au pouvoir ! - Planning Familial - Page 9
- 9 - Amplifions les luttes et les solidarités ! - Organisation des Femmes Égalité - Page 9
- 10 - L'Assemblée des Femmes appelle à voter pour Emmanuel Macron le 7 mai - Page 10
- 11 - Paris candidat à l'organisation des JO 2024 : Solidarité contre l'Apartheid sexuel imposé aux femmes en Arabie Saoudite et en Iran - Paris - 15 mai - Page 10
- 12 - 20^{ème} Printemps lesbien de Toulouse - 11-21 mai 2017 - Page 11
- 13 - La Maison des Femmes de Paris rend hommage à Maya Surduts à l'occasion de l'anniversaire de sa disparition - 23 mai - Page 11
- 14 - Les rendez-vous de Violette and Co - Page 11

INTERNATIONAL

1 - Non, l'Arabie saoudite ne peut défendre les droits des femmes à l'ONU ! - Texte collectif
L'Arabie saoudite, pays où l'on pratique un islam rigoriste, régi par la charia, vient d'être élue membre de la Commission de la condition de la femme des Nations unies pour une période de quatre ans. Ainsi, dans un vote secret, le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), permet au royaume wahhabite de siéger au sein de cette commission composée de 45 États dont le mandat est de promouvoir les droits des femmes et de veiller à leur autonomie. Pour le Canadien Hillel Neuer, directeur exécutif d'UN Watch, « élire l'Arabie saoudite pour contribuer à la protection des droits des femmes, c'est comme nommer un pyromane chef des pompiers ». Nous partageons cet avis. Cette élection est un véritable scandale, une insulte à l'intelligence !

Pour rappel, la Déclaration universelle des droits de l'Homme a été adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies constituée de 58 États membres. Bien qu'à cette époque-là aucun État n'ait eu à se prononcer contre la Déclaration, huit d'entre eux se sont abstenus dont l'Arabie saoudite sous le motif de l'incompatibilité de son régime politique avec le principe d'égalité entre les femmes et les hommes tel que garanti dans la Déclaration. En matière de droits humains,

ce même régime a-t-il évolué depuis pour mériter un siège à Commission de la condition de la femme des Nations unies? Sans grand effort, chacune et chacun sont en mesure de constater l'apartheid sexuel institutionnalisé par le royaume des Saoud, faisant fi de tous les textes internationaux en la matière. Certes, nous reconnaissons qu'il y a eu quelques avancées, ici et là, depuis 1948. Trop peu. Trop modestes. N'empêche que les femmes y sont toujours considérées comme des mineures à vie. Sans compter que sur la scène internationale le royaume saoudien est en grande partie responsable de la promotion d'un islam extrémiste, wahabo-salafiste, qui prône le djihad, la haine des mécréants et des juifs, la mise à mort des apostats et des homosexuels ainsi que l'emprisonnement des libres penseurs dont le plus célèbre est Raïf Badawi.

Dans ces conditions, nous ne pouvons accepter que l'Arabie saoudite soit catapultée à une commission dont le mandat principal est de garantir et de promouvoir les droits des femmes dans le monde à moins de fermer les yeux sur la nature-même de son régime. Dans ce contexte, nous nous interrogeons sur le processus qui a conduit à une telle élection. Qui sont les États qui ont voté pour garantir ce fameux siège à l'Arabie saoudite ? Qu'ont-ils reçu en échange ? A travers une telle complaisance, ces mêmes États réalisent-ils qu'ils bradent les droits humains et mettent en danger notre sécurité collective ? Selon UN Watch, au moins cinq États de l'Union européenne (membres de l'ECOSOC) ont permis l'élection du royaume. On apprend que la Belgique, en raison d'un cafouillage diplomatique, est du nombre. D'ailleurs, son premier ministre regrette le vote de son pays ! Mais qui sont les autres États ? Est-ce la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Royaume-Uni, le Portugal, l'Irlande, la Suède, la République Tchèque ? Nous voulons le savoir. Nous exigeons la vérité !

Alors que les femmes subissent de plein fouet les effets néfastes de la crise économique, du délitement des services publics, du virage de plus en plus autoritaire de plusieurs États et de la montée fulgurante des intégrismes religieux et des violences qu'ils charrient, nous estimons qu'il est urgent d'envoyer un message clair. Ceux qui participent à créer ces inégalités et à véhiculer ces violences ne sont pas dignes de notre confiance. Il faut, aujourd'hui plus que jamais, protéger les femmes, rendre accessibles les soins de santé et les droits sexuels et reproductifs, garantir le droit à l'éducation, à la culture et au travail, faire en sorte que les femmes puissent exercer leur citoyenneté à part entière. Nos droits ne sont pas à vendre ! Nos libertés ne sont pas négociables ! Notre dignité n'est pas à brader ! Arrêtez de nous mentir, l'Arabie saoudite n'est pas l'alliée des femmes !

Nous devons être conscients que, face à la montée des extrémismes politiques et de la menace des intégrismes religieux, notre responsabilité est de défendre la démocratie et de veiller au respect des droits humains fondamentaux. Dans cette lutte, la politique des États démocratiques ne doit souffrir d'aucune incohérence, d'aucune ambiguïté. On ne peut prétendre combattre un Daech sur le front du Moyen-Orient pour normaliser la venue d'un Daech bis au sein des instances onusiennes. La doctrine officielle de l'Arabie saoudite met en péril la paix des nations et la fraternité entre les peuples.

Nous demandons à nos États respectifs, la France, le Québec, le Canada et la Belgique de dénoncer l'élection de l'Arabie saoudite à la Commission de la condition de la femme des Nations unies. Nous exigeons son exclusion ainsi que celle de l'Iran de cette commission, deux pays qui pratiquent des politiques ségrégationnistes à l'endroit des filles et des femmes.

Ceux et celles qui souhaitent soutenir cette initiative sont invité.e.s à signer cette déclaration sous forme de pétition mise en ligne sur change.org. Prière de l'envoyer par courriel aux instances politiques concernées.

Personnalités Signataires : Henda Ayari (Libératrices); Djemila Benhabib (écrivaine); Gérard Biard (Charlie Hebdo); Marika Bret (Charlie Hebdo); Sérénade Chafik (Les Dorine); Laure Caille (Libres MarianneS); Martine Cerf (Égale); Geneviève Couraud (Assemblée des femmes); Carine Delahaie (Clara magazine); Monique Dental (Réseau Féministe Ruptures); Bernice Dubois (Consultante internationale); Pierre-Yves Ginet (Femmes ici et ailleurs); Annie Laurence

Godefroy (*Fédération GAMS-Mutilations sexuelles féminines, Mariages forcés*); Lucie Jobin (*Mouvement laïque québécois*); Patrick Kessel (*Comité Laïcité République*); Huguette Klein (*Réussir l'égalité Femmes-Hommes*); Françoise Laborde (*Sénatrice de la Haute-Garonne*); Françoise Laborde (*Pour les femmes dans les médias*); André Lamoureux (*Coalition laïcité Québec*); Leïla Lesbet (*militante féministe et laïque*); Laurence Marchand Taillade (*Forces Laïques*); Françoise Morvan (*Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes*); Anne-Laure Ner de Parceras (*militante féministe et laïque*); Alain Piot (*Sociologue*); Maudy Piot (*Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir*); Céline Pina (*Viv(r)e la République*); Nicole Raffin (*militante féministe et laïque*); David Rand (*Libres penseurs athées*); Michèle Roubinet-Loup (*Fédération nationale Solidarité Femmes*); Sabine Salmon (*Femmes solidaires*); Annie Sugier (*Ligue du droit international des femmes*); Vivianne Teitelbaum (*Conseil des Femmes francophones de Belgique*), Michèle Vianès (*Regards de femmes*); Michel Virard (*Association humanistes du Québec*); Linda Weil-Curiel (*Commission pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles*).

2 - Arrivée de l'Arabie saoudite dans la Commission de la condition de la femme à l'ONU : la France a dit non - marianne.net

La Commission de la condition de la femme des Nations unies compte un nouveau membre : l'Arabie saoudite, pays où est notamment appliquée la charia. Le scrutin, qui s'est tenu à vote secret, a été validé par cinq pays de l'Union européenne. Mais pas par la France, révèle le Canard enchaîné ce 3 mai.

a France fait-elle partie des cinq membres de l'Union européenne qui ont voté "oui" à l'arrivée de l'Arabie saoudite au sein de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW) ? "Non", répond une conseillère du ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, dans le Canard Enchaîné de ce mercredi 3 mai. Et d'ajouter : "La France a voté selon les principes qu'elle défend". "Ouf ! Un noble sursaut", conclut l'hebdomadaire satirique, dans la mesure où le pays est devenu "le partenaire privilégié que s'est choisi Hollande dans le Golfe... »...

L'information est passée inaperçue. L'Arabie saoudite, où l'on pratique un islam rigoriste, régi par la charia, vient d'être élue membre de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW). A partir de 2018 et jusqu'en 2022, grâce au vote du Conseil économique et social de l'ONU (l'ECOSOC), le royaume veillera ainsi à promouvoir aux côtés de 45 autres Etats les droits des femmes, et notamment le droit à l'égalité des sexes. Une décision "absurde," déplore d'ores et déjà le directeur général de l'ONG de défense des droits de l'Homme "UN Watch", basée à Genève.

"Chaque femme saoudienne doit avoir un tuteur masculin qui prend toutes les décisions importantes en son nom contrôlant la vie d'une femme depuis sa naissance jusqu'à sa mort", rappelle en effet Hillel Neuer sur le site internet de l'ONG. Et de conclure sur Twitter : "Elire l'Arabie saoudite à la protection des droits des femmes c'est comme nommer un pyromane chef des pompiers".

Cette situation, régulièrement pointée dans la presse en raison des nombreuses discriminations faites aux femmes saoudiennes (restrictions dans l'accès à l'emploi, interdiction de conduire, de voyager sans autorisation, obligation de se voiler plus ou moins intégralement selon les régions etc.), n'a pourtant pas empêché cinq membres de l'Union Européenne d'élire le royaume - à bulletin secret - pour qu'il fasse partie de la CSW, précise "UN Watch".

L'Arabie saoudite, qui assure quant à elle protéger les femmes dans la mesure où la "charia garantit l'égalité des sexes", a dans ce contexte tenu sa première grande réunion sur le sujet au mois de mars (en dehors du cadre de l'ONU), raconte le quotidien britannique *The Independent*. Sur l'un des clichés de l'événement poursuit le journal, treize hommes occupaient la scène. Treize hommes et aucune femme. Celles-ci ayant été obligées de se tenir... à l'écart, dans une pièce séparée, non-mixité oblige.

En 2015, malgré les centaines d'exécutions - par décapitation entre autres - prononcées chaque année dans le royaume, le pays avait déjà été nommé à la tête de l'une des commissions consultatives de l'ONU sur les droits de l'Homme. Et ce alors même que de nombreux prisonniers continuent de croupir dans les geôles saoudiennes, à l'instar du blogueur Raif Badawi condamné en 2014 à dix ans de prison et mille coups de fouets pour apostasie...

TEXTES

3 - Féministes uni.e.s contre le FN - Tribune libre collective (parue dans Libération et l'Huma)
Nous sommes des militant.e.s féministes. Nous agissons au quotidien pour que les femmes aient accès au droit fondamental d'avorter, pour qu'elles ne soient plus victimes de violences, pour qu'elles ne soient plus discriminées dans le monde du travail etc. Nous nous mobilisons 365 jours sur 365 pour les droits des femmes, et pour faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une réalité.

Nous savons que les droits que nous avons conquis de longue haleine depuis plusieurs décennies sont fragiles. Plus que jamais, les mots de Simone de Beauvoir résonnent en nous : "n'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant."

Vigilance, le mot est de mise. Alors que de l'autre côté de l'Atlantique, Donald Trump saborde les droits des femmes, l'une de ses plus grandes admiratrices en France est aux portes de la Présidence. Si Marine Le Pen a "adouci", en façade, son discours sur des sujets fondamentaux comme le droit d'avorter, nous ne sommes pour autant pas dupes. L'opération de "dédiabolisation" n'a pas fonctionné sur nous. Marine Le Pen et son parti, le Front National, restent profondément hostiles aux droits des femmes. Les déclarations et votes de leurs élu.e.s à l'Assemblée nationale ou au Parlement européen en attestent. Ainsi, depuis qu'elle est eurodéputée, Marine Le Pen a systématiquement voté contre tous les textes en faveur des droits des femmes. A l'Assemblée nationale, nous avons vu comment Marion Maréchal Le Pen et Gilbert Collard ont attaqué l'IVG, jusqu'à la très récente loi condamnant le délit d'entrave numérique dont Marine Le Pen propose l'abrogation.

Économiquement, le projet frontiste aura un impact sur la qualité de vie des femmes. Moins de places en crèches, pas d'augmentation de salaires, tendance à augmenter le temps de travail, la proposition de Marine Le Pen d'un plan pour l'égalité salariale est une imposture.

Notre combat, universel, n'est pas compatible avec le projet de Madame Le Pen. Quand celle-ci se présente comme étant la candidate des femmes françaises, elle opère une distinction qui nous est intolérable. Être féministe, c'est se battre pour toutes les femmes, peu important leur nationalité, leur religion, leur couleur de peau, leur orientation sexuelle, leur classe sociale. Être féministe, ce n'est pas stigmatiser une catégorie de la population, la plus précaire, la plus vulnérable. Être féministe, ce n'est pas être raciste, xénophobe et antisémite.

Marine Le Pen n'est pas la candidate des femmes. Le projet qu'elle porte dans cette élection présidentielle est un projet anti-féministe et anti-égalitaire, dans la droite lignée de l'héritage idéologique du Front National.

Pour autant, notre appel à battre Marine Le Pen ne vaut pas blanc seing à Emmanuel Macron. Nous n'oublions pas qu'il a été l'artisan des lois libérales sous ce quinquennat qui s'achève : ouverture des commerces le dimanche, réforme de la saisine des prud'hommes, inspirateur de la loi travail, etc. Son programme économique va dans ce sens : suppression de 120 000 postes de fonctionnaires, suppression des allocations chômage au bout de 2 offres d'emploi refusées, casse du Code du Travail par ordonnances, etc. Nous saurons, dès le soir de son élection, lui rappeler que notre vote n'aura été en aucun cas un vote d'adhésion et nous continuerons à nous mobiliser contre son projet libéral dangereux pour les droits sociaux de toutes et tous. Notre vote sera un vote de barrage vis à vis du FN. Car là est l'urgence : nous, féministes, appelons à battre Marine Le Pen dans les urnes, le 7 mai prochain.

Signatures : Collectif "Droits des femmes contre les extrêmes droites", Amicale du Nid, Collectif Féministe Contre le Viol, Collectif Libertaire Anti-Sexiste, Collectif National pour les Droits des Femmes, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et la Contraception, Coordination Lesbienne en France, Femmes migrantes debout, Femmes solidaires, FIT, une femme, un toit, Les Glorieuses, Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles, Ligue des Femmes

4 - Pétition : " Dès le 7 Mai, toutes nos armes contre l'extrême droite et en ordre de bataille contre Macron ! "

Le pire est là : faire un choix que nous n'osions imaginer. Nous devons choisir entre un libéral frénétique, destructeur des droits sociaux, partisan forcené de l'Europe de l'austérité, incapable de mener une campagne électorale intelligente, et une fasciste toute aussi libérale dans les faits et propageant un anti capitalisme et une défense des droits des femmes de façade tout en se revendiquant d'un nationalisme xénophobe et raciste.

Les responsables de cet énorme gâchis sont ceux et celles qui ont jeté à l'eau leurs convictions socialistes pour enfourcher des convictions sociales libérales. Si peu sociales d'ailleurs. Le libéralisme à visage humain n'existe pas.

Le choix est pourtant là, et il nous revient : le danger, le 7 mai 2017 est de voir accéder l'extrême droite au pouvoir. Le danger aujourd'hui est que la banalisation de l'extrême-droite serait à un niveau tel que sa domination idéologique serait quasi irrémédiable.

Cette extrême droite qui se pare aujourd'hui d'habits républicains mais porte viscéralement dans ses revendications et son histoire la haine de l'autre, de l'étranger-e, des syndicalistes, des anti racistes, des féministes des progressistes et des humanistes. Une extrême droite anti démocratique, anti sociale, sexiste, lesbophobe, homophobe, xénophobe, antisémite et raciste.

Le 7 Mai il s'agira non pas de choisir entre la peste et le choléra mais d'empêcher une candidate et un parti d'extrême droite d'accéder au pouvoir, de diriger les institutions d'un État, l'armée, la police, la justice, l'éducation.

Une extrême droite qui le 8 mai au matin interdirait l'école aux enfants d'immigré-e-s, aux mineur-es isolé-es, priverait certain-e-s d'entre eux des moyens de se soigner en supprimant l'AME, mettrait tout en œuvre pour restreindre le droit à l'avortement, interdirait le mariage et l'adoption aux couples homosexuels, restreindrait la liberté de la presse, interdirait les piquets de grève et, le temps passant, enverrait ses milices contre les partis d'opposition, les syndicats ouvriers, les associations progressistes. S'il accède au pouvoir, le Front National n'aurait de cesse de mettre en œuvre ce qu'il dit : « au pas l'éducation, au pas la justice, au pas les luttes ouvrières, dehors les immigré-es, les chambres à gaz sont un détail de l'histoire, attention au grand remplacement, les musulman-es sont tou-tes des terroristes ».

Nos armes, ce sont nos espoirs, nos projets, ce que nous voulons faire de notre monde. Ce monde des femmes, des hommes, des enfants, qui souffrent chaque jour dans leurs vies, dans leurs corps, de ce que les auto-proclamés puissants leur infligent : la précarité, la mise en pièces de leurs droits sociaux, des licenciements à tours de bras, le déremboursement de leurs médicaments, une politique fiscale injuste, une école qui ne donne pas les moyens aux enseignant-es de faire leur métier et qui ne garantit plus l'égalité, des hôpitaux et des cliniques au personnel épuisé, des femmes et des enfants violenté-es qu'on ne croit pas. Notre arme c'est notre capacité à lutter, à nous mobiliser pour une société égalitaire débarrassée tant du capitalisme néo-libéral que de la domination masculine, du racisme et de cette haine de « l'autre » dont se revendique ouvertement l'extrême droite.

Or, le premier objectif de cette extrême-droite serait de tuer nos luttes, ces luttes dont nous avons tant besoin pour résister et élaborer un monde d'égalité, de respect, de justice et de paix.

Alors, la première de nos armes sera un bulletin de vote qui empêchera le FN d'accéder au pouvoir ou de doubler son score le 7 Mai.

Notre première arme ne sera en aucun cas un vote d'adhésion, un vote de confiance, mais un vote pour que nos luttes perdurent. Malgré Macron. Nous ne sommes ni crédules, ni sourd-e-s, ni

aveugles face au libéralisme mondialisé et aux guerres qui poussent des milliers de personnes sur les chemins de l'exil. Nous n'attendons rien de Macron !

Le 7 Mai, dès 20h, nous serons encore debout, et autant qu'il le faudra ! A nous, ensemble, de construire rapidement les mobilisations, dans l'unité, avant et au delà des législatives.

Premières signatures : Elisabeth Ackerman, militante féministe, Joséphine Ajdelbaum, militante féministe, Sophie Binet, syndicaliste, Laurence Cohen, sénatrice Val de Marne, PCF, Amandine Cormier, militante syndicale et féministe, Typhaine D, artiste féministe, Ingrid Darroman, militante féministe, Laurence De Cock, historienne, Caroline De Haas, militante féministe, Monique Dental, Réseau féministe Ruptures, Michelle Ernis, militante d' Ensemble !, Jocelyne Fildard, militante lesbienne féministe, Judith Fouillard, militante syndicale, Françoise Laroche, féministe, membre d'Ensemble!, Mathilde Larrère, historienne, Anne Leclerc, syndicaliste et féministe

Myriam Martin, porte parole d'Ensemble et conseillère régionale d'Occitanie, Nelly Martin, militante féministe, Judith Martin Razi, militante féministe, Solmaz Ozdemir, militante et porte parole du SKB, Emmanuelle Piet, militante féministe, Sabine Reynosa, militante syndicaliste et féministe, Suzy Rojzman, porte parole Collectif National pour les Droits des Femmes, Muriel Salmona, psychiatre, présidente de l'association Mémoire Traumatique et Victimologie, Véronique Servat, enseignante en histoire géographie et chercheuse en histoire, Amina Shabou, féministe pour la cause des femmes migrantes, Cécile Silhouette, militante d' Ensemble !, Rachel Silvera chercheuse, Nora Tenenbaum, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et la Contraception, Stéphanie Treillet, militante d'Ensemble!, Marie-Pierre Vieu éditrice responsable nationale PCF...

5 - #LesFemmesContreLaHaine - Les Glorieuses

Women's March Global & Les Glorieuses sensibilisent aux enjeux de l'élection présidentielle en France pour les femmes. Après une première action Thunderclap réussie (en atteignant plus de 200 000 personnes), nous continuons à défendre les droits des femmes et des filles en France.

En quelques mois, nous avons assisté à une vague de xénophobie dans le monde dont les premières victimes sont - encore et encore - les femmes et les minorités. Le Brexit au Royaume-Uni, puis l'élection de Trump, et aujourd'hui, une candidate d'extrême droite qui s'est qualifiée pour le deuxième tour de l'élection présidentielle en France.

Ne soyons pas dupes, Marine Le Pen n'est pas et n'a jamais été une militante des droits des femmes. Elle est même la plus grande ennemie des droits des femmes en France. Elle est membre du Parlement Européen depuis 2004. Cela lui a permis de voter systématiquement contre toutes les résolutions qui pouvaient faire avancer les droits des femmes en Europe. Par exemple, elle a voté contre la résolution du 28 avril 2016 sur l'Égalité des genres et l'émancipation des femmes à l'ère du numérique. Elle a voté contre le renouvellement du plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans le cadre de la coopération au développement. Elle a voté contre la résolution du 9 septembre 2015 sur les carrières scientifiques et universitaires des femmes et les plafonds de verre. Il s'agit de diminuer l'écart entre les femmes et les hommes chercheur.euse.s et plus globalement, dans les domaines universitaires et scientifiques.

Nous savons que lorsque les femmes s'allient, elles peuvent déplacer des montagnes. Nous l'avons vu tant de fois par le passé. Nous, les femmes du monde entier, appelons le peuple de France à utiliser votre voix, utilisez votre vote et votez contre la haine. L'enjeu des droits des femmes et des filles en France n'a jamais été aussi élevé.

Comment nous engageons-nous ? : Nous appelons à voter contre le Front National et donc pour Emmanuel Macron. Nous encourageons les femmes du monde entier à rejoindre la mobilisation [#WomenAgainstHate](#) [#LesFemmesContreLaHaine](#) [ici](#). Nous participons au rassemblement du 1er mai contre le Front National. Nous mettons chaque jour en avant une femme qui se bat contre la haine sur les réseaux sociaux. Nous postons chaque jour sur les réseaux sociaux un fait qui montre que Marine Le Pen est dangereuse pour les femmes (en partenariat avec le podcast La Poudre).

6 - L'extrême droite au pouvoir ? - Femmes Solidaires

Ne vous dites pas : « On verra bien ! » Dites vous « On a déjà vu ! ». « Nous formulons le vœu que

nos enfants veuillent considérer l'existence libre des êtres humains comme valeur suprême, que le droit à la vie, le droit à la dignité personnelle et le droit à la liberté ne puissent plus jamais être violés. Dans la coexistence des peuples, l'égalité sociale et la justice doivent remplacer toutes les aspirations à la domination » (Le testament des femmes de Ravensbrück, Avril 1944).

Femmes solidaires est un mouvement féministe, laïque, d'éducation populaire implanté dans 190 quartiers en France. Notre association est riche de la diversité des femmes qui la constituent depuis sa création : femmes françaises, femmes de France, immigrées, issues de l'immigration, femmes d'ici et d'ailleurs. Nous sommes nées des comités féminins de la Résistance, de la lutte contre le fascisme, de la victoire sur le nazisme. Le serment des femmes de Ravensbrück, aujourd'hui encore, guide notre action et chaque parole que nous posons. La lutte contre le fascisme est dans notre ADN. Voilà pourquoi, au-delà de toutes circonstances historiques, économiques ou sociales, nous ferons toujours barrage au Front national dont les dirigeants sont les enfants de Pétain.

Nous vivons un entre deux tours terrifiant. D'un côté, les femmes en première ligne des politiques publiques d'austérité craignent du social-libéralisme de Macron. De l'autre, elles seront les premières victimes des politiques de préférence nationale, sexistes et racistes de Marine Le Pen. Cependant les femmes pourront décider au lendemain de l'élection et de façon démocratique de combattre les dispositions de Macron. Pourront-elles vivre ou survivre aux politiques nationale et internationale de Marine Le Pen, meurtrières pour les peuples ?

Ceux et celles qui placent les deux candidats sur le même plan de dangerosité font une erreur historique. Si Marine Le Pen est élue, ce ne sera pas parce qu'elle aura beaucoup plus de voix qu'au premier tour mais parce qu'une grande partie des électeurs et électrices ne se sera pas exprimée au second tour par le fait d'un rejet souvent légitime de la politique d'austérité à laquelle a participé Emmanuel Macron.

Marine Le Pen au pouvoir, c'est le déremboursement de l'IVG et certainement de la contraception, la disparition des mouvements d'éducation populaire, une politique de préférence nationale qui catégoriserait les citoyennes en deux groupes, les françaises et les autres, le retour à la clandestinité des LGBTQ+ et des féministes, la fin de l'organisation de notre « République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». La mise en place de son programme est incompatible avec notre Constitution qui prône l'égalité des citoyen.ne.s quelles que soient leur origine, leur religion ou leur absence de religion, leur sexe et leur orientation sexuelle.

Dans d'autres temps, il a fallu du courage mais surtout de la clairvoyance pour que des femmes politiquement opposées s'unissent dans la Résistance pour vaincre leur adversaire commun, le fascisme. Nous sommes de nouveau à ce moment de l'Histoire.

C'est pourquoi, avant de ne plus pouvoir le faire, nous appelons les femmes, les hommes, dimanche 7 mai à faire barrage au Front national par leur vote. Nous devons également discuter échanger, créer des espaces pour convaincre un.e voisin.e, un.e proche de ne pas succomber aux sirènes populistes de la candidate de l'extrême droite qui ne protégera ni les emplois, ni les plus vulnérables. Ne vous dites pas : « *On verra bien !* » Dites vous « *On a déjà vu !* ».

Pourrons-nous seulement encore vous écrire, communiquer librement ? Féministes, la nature a horreur du vide : si vous vous taisez, d'autres parleront à votre place.

7 - Le 7 mai, pas de "oui mais", Les effronté-e-s prennent leurs responsabilités

Les effronté-e-s s'y attendaient avec amertume. Contrairement à 2002, la qualification de l'extrême-droite au premier tour de la Présidentielle n'a guère surpris. Depuis quinze ans, le racisme et le sexisme ont fait des progrès évidents dans la société. C'est même pour ne pas trop fâcher les fashos que certaines promesses de campagne, comme le droit de vote des étrangèr-es,

la PMA ou les ABCD de l'égalité n'ont pu être honorées. Certaines mesures ont par contre faillit déshonorer la gauche pour longtemps, comme la déchéance de nationalité, directement piochée dans le programme du Front National.

Ces derniers mois, nous avons vu le peuple déçu et en colère sanctionner par la voie du vote ou de l'impopularité François Hollande, Cécile Duflot, Nicolas Sarkozy, Manuel Valls, François Fillon et Benoit Hamon. Deux anciens Présidents de la République, deux anciens Premiers Ministres, deux anciens Ministres et deux Partis qui avaient l'habitude de s'affronter au second tour, la droite et la gauche traditionnelles.

Le programme de Marine Le Pen est profondément anti-républicain, patriarcal et raciste : Il nie l'égalité en proposant la Préférence Nationale et la suppression du Mariage Pour Tous ; Il veut « la promotion du roman national et le refus des repentances d'État qui divisent. » en s'attaquant à l'esprit critique et aux sciences humaines pour n'enseigner l'Histoire que comme un outil de propagande ; Marine Le Pen a voté contre le rapport Tarabella (droit à l'avortement, égalité Femmes/Hommes au travail, etc.) au Parlement Européen ; Elle veut « Lutter contre la délinquance des mineurs en responsabilisant les parents par la suppression du versement des aides sociales », donc appauvrir des familles déjà fragilisées et sanctionner les frères et sœurs qui ne sont coupables de rien ; Elle veut « Rétablir la libre répartition du congé parental entre les deux parents » en revenant sur La loi de 2014 qui a instauré un congé parental réparti entre les deux parents ; Elle veut « Rétablir l'égalité réelle et la méritocratie en refusant le principe de discrimination positive » alors qu'en vrai, il n'y a pas d'égalité spontanée entre les femmes et les hommes. Ces derniers ne sont pas promus et cooptés pour leur mérite mais pour leur identité, car on dit des hommes qu'ils sont plus entrepreneurs, sérieux, compétents, avec un a priori inverse sur les femmes.

Le programme d'Emmanuel Macron est ultralibéral et dangereux pour la protection sociale et le droit du travail : Il valide toutes les réformes que nous avons combattues, comme la réforme des retraites, l'extension du travail du dimanche et la Loi El Khomri ; Il veut baisser le nombre d'agents publics de 120 000, sachant que la fonction publique emploie 61 % de femmes ; Il ne chiffre pas sa proposition d'augmenter le nombre de places en crèche qui n'accueillent aujourd'hui que 16% des enfants, mais veut baisser les dotations aux collectivités territoriales qui participent à leur financement ; Il veut que les travailleur-ses qui refusent deux emplois "décentés" perdent leurs allocations. Ainsi, si on n'accepte pas une proposition qui baisse notre pouvoir d'achat et ne correspond en rien à ce que nous voulons faire de nos vies, nous n'aurons plus ces droits ; Il veut réformer par ordonnances en imposant un régime politique au 49.3.

Pour autant, les effronté-e-s prennent leurs responsabilités : Si terrible que soit la politique annoncée que mènera Emmanuel Macron, si évidentes que soient ses conséquences sur le renforcement du vote frontiste a posteriori, tout le mal qu'il réserve aux plus fragiles sera de nouveau réversible dans cinq ans. Nous sommes à peu près sûr-es qu'auront lieu en 2022 des élections démocratiques qui pourront changer la donne. Pour ce qui est de Marine Le Pen, l'Histoire nous informe que jamais l'extrême-droite ne rend le pouvoir qu'on lui délègue et qu'il faudra le lui arracher, peut-être au prix du sang.

Les effronté-e-s ne souhaitent pas que Marine Le Pen l'emporte. Alors, il faut lui faire barrage au lieu de s'abstenir ou de voter blanc en comptant que d'autres que nous se "saliront les mains" à notre place. Les effronté-e-s appellent donc à faire barrage à l'extrême-droite avec le seul bulletin qui le permet, celui de son concurrent.

Les effronté-e-s se mobiliseront dès le 1er mai 2017, dans la rue, avec les travailleuses et les travailleurs, les chômeur-ses et les précaires, pour nous préparer à un quinquennat très rude.

Les effronté-e-s apportent tout leur soutien à Audrey Pulvar qui montre que l'on peut être une journaliste citoyenne, engagée, consciente de l'Histoire et des enjeux qui menacent notre

Démocratie et les plus faibles d'entre nous, les femmes, les étrangèr-es, les homosexuel-les, les intellectuel-les, les Libertés, la République.

8 - Le 7 mai, nous ne laisserons pas le Front National accéder au pouvoir ! - Planning Familial

A travers notre vote nous ne donnerons pas un blanc-seing à Emmanuel Macron car le projet de société ultralibéral qu'il propose aujourd'hui n'est pas une réponse à la réduction des inégalités.

Le 7 mai, nous ne laisserons pas le Front National accéder au pouvoir, instaurer des politiques inégalitaires, sexistes, homophobes, racistes, et bafouer les valeurs que nous défendons : féminisme, égalité, démocratie, liberté d'expression, droit de choisir et de disposer de son corps. Mais à travers notre vote nous ne donnerons pas un blanc-seing à Emmanuel Macron car le projet de société ultralibéral qu'il propose aujourd'hui n'est pas une réponse à la réduction des inégalités. Nous nous battons pour un projet de société égalitaire où tout le monde a sa place, car nous voulons l'accès aux droits fondamentaux pour toutes les personnes, et notamment une éducation de qualité, dont l'éducation à la sexualité fait partie intégrante, le droit à la contraception et à l'avortement, une politique de santé basée sur la solidarité nationale, la justice sociale, le partage des ressources et des richesses, et une politique migratoire digne de nos valeurs au sein d'une Europe plus solidaire.

C'est pourquoi nous exigeons d'Emmanuel Macron qu'au-delà de sa promesse de « faire de l'égalité femmes hommes [la] grande cause nationale de son quinquennat », il s'engage clairement à la rendre effective à tous les niveaux, à lutter contre la précarisation du travail des femmes, à renforcer les services publics et donner tous les moyens nécessaires pour lutter contre les inégalités territoriales, sociales et économiques d'accès à la santé et à l'éducation. Nous l'appelons à rendre enfin obligatoire l'éducation à la sexualité et la lutte contre les discriminations et violences liées au genre ou à l'orientation sexuelle, à inscrire l'avortement comme droit fondamental et imprescriptible, et à enfin permettre l'accès à la PMA pour toutes les femmes et promouvoir l'égalité entre toutes les familles. Ce sont les conditions nécessaires pour que nous soyons toutes et tous [#LibresDeNosChoix](#)

9 - Amplifions les luttes et les solidarités ! - Organisation des Femmes Egalité

Le premier tour des élections présidentielles est arrivé à son terme. E. Macron et M. Le Pen s'affronteront le 7 mai prochain pour le deuxième tour des présidentielles. Le résultat du vote, les discussions multiples et animées qui ont marqué cette campagne ont exprimé un ras-le-bol des partis politiques qui ont gouverné depuis plusieurs décennies : la droite et le PS. Mais aussi une contestation déterminée de la politique néolibérale et de ses méfaits.

Le deuxième tour nous place devant un choix qui n'en est pas un, il y a l'injonction à choisir entre M. Le Pen, la candidate de la division du peuple, du racisme, de la xénophobie, de la préférence nationale et E. Macron, le candidat de la concurrence entre les travailleuses et les travailleurs, de l'extension du travail du dimanche, de la loi El Khomri, des attaques contre services publics et à la protection sociale. La progression du Front national est précisément le résultat de ces politiques antisociales ! Nous le combattons fermement depuis toujours, oui, pas une seule voix pour le Front National mais comment choisir de poursuivre les politiques antipopulaires et de les aggraver ?

Nous sommes des milliers à aspirer à une transformation profonde et radicale de la société, les travailleuses, travailleurs, les familles des milieux modestes, français-e-s ou immigré-e-s, avec ou sans papiers. Uni-e-s dans nos luttes, nous sommes le meilleur rempart contre l'avancée de l'extrême droite et de toute la réaction !

Quelle que soit l'issue du 2ème tour, l'urgence est l'amplification des luttes et des solidarités pour défendre nos acquis et imposer nos revendications. Organisons-nous pour résister. Nous faisons un

appel aux femmes des milieux populaires à rejoindre notre organisation de Femmes Égalité.
Toutes et Tous dans la rue le 1er mai

10 - L'Assemblée des Femmes appelle à voter pour Emmanuel Macron le 7 mai

L'Assemblée des Femmes, association féministe, universaliste et laïque, n'a pas souhaité prendre position avant le 1er tour de l'élection présidentielle. Chacun.e de nous a voté selon ses convictions politiques et en fonction de ses analyses.

Tout en nous associant aux interpellations exprimées par les autres associations féministes, nous avons pour notre part, avant le 1er tour, interrogé les candidat.e.s à l'élection présidentielle sur trois points à nos yeux primordiaux: - l'installation d'un Ministère des droits des femmes de plein exercice avec des moyens, - l'extension des lois sur la parité aux scrutins oubliés par la loi, - la prise en charge effective de la précarité des femmes et le soutien à la résistance de celles qui sont en butte au communautarisme dans les quartiers.

Les résultats du 1er tour du 23 avril 2017 ont désigné pour le 2nd tour Emmanuel MACRON, En Marche (8.657.326 suffrages) et Marine LE PEN, Front National (7.679.493 suffrages). La présence du Front National au 2nd tour, validée par le vote d'un très grand nombre de nos concitoyen.ne.s nous donne la responsabilité de sortir de notre réserve.

Aujourd'hui, nous disons avec fermeté que nous refusons absolument et dans sa totalité la vision de la société et le programme du Front National, dont la candidate, héritière de son poste selon une légitimité archaïque que nous récusons, ne peut en aucun cas représenter les femmes de notre pays, la France. Sur tous les sujets qui fondent nos convictions et notre engagement associatif: droits des femmes, avortement et contraception, accès à la PMA, égalité femmes/hommes, laïcité, égalité professionnelle, éducation des filles et des garçons, lutte contre les violences, nous constatons que les principes, le programme, et les actions du Front National sont en irréductible opposition avec les nôtres. Nous ne voulons pas pour nous-mêmes et nos enfants de la société inégalitaire fondée sur le rejet de l'autre, de l'étranger.e, sur la hiérarchie des individu.e.s qu'il prépare.

En conséquence, nous appelons les femmes et les hommes adhérent.e.s de l'Assemblée des Femmes, ami.e.s et compagnon.ne.s de notre chemin militant, à voter Emmanuel Macron le 7 mai prochain.

" Les droits des femmes, quand ils n'avancent pas, ils reculent. Il n'y a pas de surplace possible."
Yvette Roudy.

DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

11 - Paris candidat à l'organisation des JO 2024 : Solidarité contre l'Apartheid sexuel imposé aux femmes en Arabie Saoudite et en Iran - Paris - 15 mai

Nous remettrons au président du CNOSF une lettre et un « cadeau » symbolisant le mépris de l'Iran et l'Arabie Saoudite pour les principes universels inscrits dans la Charte Olympique qui interdit toute forme de discrimination y compris de sexe.

Ces deux pays - qui sont les deux seuls au monde à interdire l'accès des stades aux femmes - n'ont donc plus leur place aux Jeux Olympiques. Comme ils n'ont pas non plus leur place à la Commission du Statut des Femmes des Nations-Unies, où pourtant l'Arabie Saoudite vient d'être élue, rejoignant ainsi l'Iran parmi les 45 pays membres élus !

L'Afrique du Sud avait été interdite de JO pendant 30 ans pour cause d'apartheid racial. L'apartheid sexuel doit être condamné avec la même fermeté. Les parisiens doivent s'en souvenir.

Organisations Solidaires : Ligue du Droit International des Femmes, Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (regroupant 65 associations en France), le Mouvement « Let Iranian Women enter their stadiums », , les VigilantEs, Femmes sans voile d'Aubervilliers, le SNEP-FSU (Syndicat National d'Education Physique), Synergie Wallonie pour l'Egalité entre les Femmes et les Hommes asbl , Fondation Anne-Marie Lizin.

12 - 20^{ème} Printemps lesbien de Toulouse - 11-21 mai 2017

Vingt *Printemps* ? Le bel âge pour enrager, pour exulter. En amour de nous, en célébration de nous. Pour sûr, on va encore bien s'amuser ! Cet anniversaire se joue en 18 événements, dont 8 en non-mixité femmes et lesbiennes, sur 2 semaines : 11-14 mai et 17-21 mai.

Vingt intervenantes pour un feu roulant d'images, fixes ou animées, historiques et mythiques, théâtre en chansons, slam, philosophie, littérature, conférence, atelier, rencontres.

Parmi les temps forts : • Aurore Chevalier, slameuse lesbienne « sans peur et sans reproche » ; • Écrivaines lesbiennes à la télévision dans les années 1950-70, recherche inédite de Catherine Gonnard et Élisabeth Lebovici ; • Féminisme, tout un art ! Films au musée des Abattoirs ; • Films sur les lesbiennes chinoises ; • Rencontre avec des lesbiennes réfugiées.

Inauguration samedi 13 mai au Café culturel Folles Saisons.

Le programme plus détaillé : <http://www.bagdam.org/printemps017.html>

13 - La Maison des Femmes de Paris rend hommage à Maya Surduts à l'occasion de l'anniversaire de sa disparition - 23 mai

Projection de deux documentaires réalisés par Denise Brial / Atalante Vidéos : Maya de Riga à Cuba : portrait interview (84mn) ; Maya à Paris : la galaxie féministe (30mn).

En présence de la réalisatrice - Projection suivie d'un débat - Entrée libre pour toutes
23 mai 19h. Maison des Femmes de Paris, 163, rue de Charenton, 75012 Paris.

14 - Les rendes-vous de Violette and Co

Vendredi 12 mai à 19h : Rencontre avec Marie-Claire Blais pour son nouveau roman *Des chants pour Angel* (Seuil). Lecture par le comédien Antonio Interlandi

La façon absolument unique de Marie-Claire Blais de marier l'exigence artistique la plus haute avec les préoccupations les plus immédiates de notre temps lui assure une place à part dans l'histoire de la littérature. Ce neuvième volet du cycle romanesque inauguré avec *Soifs* nous fait entrer dans l'âme du Jeune Homme, suprématiste blanc qui décide d'attaquer une église noire et d'assassiner toute la congrégation. Le roman met aussi en relief la place de Daniel, figure de l'écrivain médiateur entre le monde et nous. Et nous retrouvons les travestis du cabaret Portes du Baiser, Fleur le musicien de génie, Mai qui cherche une paix dans la lumière du Sud, Michaël le condamné dans les couloirs de la mort... Tout est à la fois sombre et éblouissant dans l'univers visionnaire de Marie-Claire Blais. Exceptionnelle réussite artistique, cette oeuvre engagée ne cesse de nous renvoyer au monde et au rôle que nous y jouons. Marie-Claire Blais, née en 1939 au Québec, vit à Key West, en Floride. Elle obtient en 1966 le prix Médicis pour *Une saison dans la vie d'Emmanuel*. Couronnée de nombreux autres prix, elle prend place au premier rang des écrivains mondiaux.

Dimanche 14 mai à 16h : L'association Les Ami-es de Violette and Co vous invite à un échange sur "Femmes et roman policier : autrices, enquêtrices, victimes, meurtrières..."

D'Agatha Christie à Fred Vargas, en passant par Patricia Highsmith ou Ruth Rendell, les écrivaines de romans policiers peuplent nos bibliothèques et les étals des librairies. De Miss Marple à Lisbeth Salander, en passant par Lauren Laurano, la détective privée lesbienne des romans de Sandra Scoppettone, les femmes qui mènent l'enquête sont nombreuses. Venez donc discuter avec nous des autrices, enquêtrices, victimes et meurtrières de romans policiers qui vous touchent ou vous effraient.

Mercredi 17 mai à 19h : Conférence de Patricia Latour pour la parution du livre de textes de Alexandra Kollontāi « La révolution, le féminisme, l'amour et la liberté » (Le Temps des cerises)

Alexandra Kollontāi, un nom aujourd'hui un peu oublié. Cette femme politique russe puis soviétique a pourtant beaucoup contribué aux nombreux débats sur le féminisme engagés depuis le début du siècle. Dans les années 1970, au moment où le féminisme en France est au plus fort, ses textes sont

publiés en français, presque introuvables à présent. Cette femme élégante ne cessera toute sa vie de se battre et d'intervenir pour la libération des femmes et développera l'idée de « l'amour-camaraderie ». Ses théories sur la morale sexuelle et l'amour libre, sa vie amoureuse mouvementée apporteront de l'eau aux moulins de ses détracteurs qui la qualifieront de débauchée. Patricia Latour a choisi et présenté cette sélection de textes. Elle est journaliste, auteure notamment de Femmes et citoyennes, La Révolution en chantant, 101 poèmes sur les femmes...